

Interview de Catherine Lalumière: la Confédération européenne selon François Mitterrand (Paris, 17 mai 2006)

Source: Interview de Catherine Lalumière / CATHERINE LALUMIÈRE, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Paris: CVCE [Prod.], 17.05.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:07:06, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_catherine_lalumiere_la_confederation_europeenne_selon_francois_mitterrand_paris_17_mai_2006-fr-4636361b-399c-4756-8d27-b9818623e321.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Catherine Lalumière: la Confédération européenne selon François Mitterrand (Paris, 17 mai 2006)

[Catherine Lalumière] Lorsqu'en janvier 1990, François Mitterrand lance l'idée d'une Confédération européenne, s'il y a une téléspectatrice attentive, c'est bien moi. Je suis donc au Conseil de l'Europe depuis six mois, un peu plus... Bon, je peux résumer ma réaction en l'entendant: elle est double et contradictoire.

[Étienne Deschamps] Il ne vous en avait pas parlé préalablement?

[Catherine Lalumière] Non. Alors, première réaction, l'analyse que fait le président de la République est juste – de mon point de vue – à savoir: il faut faire quelque chose. Tous ces régimes qui ont changé, ces révolutions partout, il faut faire quelque chose. Ça, je suis entièrement d'accord. Deuxième partie, la Confédération me laisse perplexe, parce que je vois assez vite – et il faut bien dire que dans les mois qui suivent ça va se confirmer – que cette Confédération n'est sans doute pas la solution.

Je ne le cache pas, j'aurais souhaité que le Conseil de l'Europe apparaisse au président comme une solution valable pour accueillir les nouveaux membres, parce que, créer une confédération, je subodorais dès ce moment-là que ça ne marcherait pas. Alors, ce que je vais vous dire, c'est à la fois mes réactions sur le moment, en entendant le président, mais enrichi par des remarques ultérieures. Moi je souhaitais qu'il s'appuie sur le Conseil de l'Europe, parce que depuis six mois, je voyais bien que nous étions sollicités, que nous étions en situation, si vous voulez, de rendre des services à ces pays. À condition, évidemment, qu'on nous aide financièrement et politiquement. Parce que, considérés comme dormant au bord du Rhin, selon la phrase du général, on ne pesait pas grand-chose.

Donc, pour que nous puissions jouer vraiment le rôle qui convenait, il fallait ce soutien. Mais le Conseil de l'Europe, par sa philosophie, ses principes, sa disponibilité et ses capacités, pouvait jouer vraiment le rôle qu'on attendait. Deuxièmement, le mot «Confédération» faisait peur à beaucoup de pays. «Confédération, houlala, qu'est-ce que c'est? Ça va être comme la Confédération helvétique, mais on ne veut pas aller jusque là», etc. Troisièmement, ouverte à la Russie et fermée aux États-Unis. Houlala... pour les pays d'Europe centrale qui venaient de se libérer de la tutelle soviétique, se retrouver au coude-à-coude avec l'Union soviétique, parce qu'à l'époque c'est l'Union soviétique, et sans les États-Unis... sinon ça aurait été la CSCE – la Conférence pour la Sécurité en Europe.

Donc, cette Confédération, avec les membres tels qu'ils étaient envisagés, ça me paraissait totalement irréaliste. Donc, moi j'étais très, très réticente. J'ai demandé à voir le président, qui m'a reçue vers la fin du mois de janvier. Je lui ai exposé... il a persisté dans sa vue et dans ses propositions. Pendant toute l'année, j'ai suivi l'évolution du dossier, en étant bien évidemment très discrète. Moi je continuais au Conseil de l'Europe à faire le maximum, à nouer des contacts et puis j'entendais beaucoup de choses. Et j'ai essayé de prévenir l'Élysée que le projet de Confédération ne marchait pas.

Sont arrivées les Assises de Prague, à Pâques 1991. J'ai eu un dernier SOS venant de Prague par l'intermédiaire de l'ambassadeur tchèque. Il m'a dit: «Le président Havel ne veut pas de la Confédération, il faudrait que la France retire sa proposition». J'ai transmis. Il n'y a pas eu d'échos. Les Assises de Prague ont eu lieu et Havel a enterré la Confédération. Voilà. Mais ça, c'était prévisible. C'est là que j'ai mesuré, si vous voulez, que tous ces contacts par les Autrichiens, par les Allemands, les Allemands de l'Est, qui étaient en contact, en fait, étroit avec tous ces pays, j'avais fini par avoir une certaine connaissance des réactions qui n'étaient pas forcément transmises par les diplomates et les diplomaties officielles. Mais on sentait bien des choses au Conseil de l'Europe.

[Étienne Deschamps] Et François Mitterrand, selon vous, n'avait pas senti ces choses? Ne voulait pas comprendre? Pourquoi s'est-il obstiné?

[Catherine Lalumière] Je n'ai jamais eu l'explication. Je pense que, d'une part, il n'avait pas confiance dans le Conseil de l'Europe car il avait connu un Conseil de l'Europe faible. Et je reconnais qu'il était faible et qu'il aurait fallu vraiment beaucoup d'énergie pour le muscler davantage, le Conseil de l'Europe, mais

c'était un challenge. Je pense qu'on pouvait, avec l'aide des gouvernements, on pouvait relever ce défi. Il n'en a pas jugé ainsi. L'idée de Confédération pouvait être séduisante, mais je pense qu'à l'époque, c'était une formule qui faisait peur, les membres tels qu'ils étaient prévus faisaient peur, ce n'était pas la situation.

Vous savez, je n'ai jamais eu exactement le fin mot de l'histoire. Moi, je vous ai dit ce que j'ai vécu de mon côté. J'ai regretté, mais en même temps je suis consciente que s'appuyer sur le Conseil de l'Europe n'allait pas de soi. C'était une organisation qui avait vieilli et qu'il fallait absolument redynamiser. Est-ce que c'était faisable, vraiment, je ne sais pas. On ne saura jamais. Vous savez, avec des «si», on mettrait Paris en bouteille.